

La malédiction du pétrole

Coups d'État et rébellions jalonnent l'histoire du Tchad depuis son indépendance en 1960. Une instabilité nourrie par ses deux voisins, la Libye et le Soudan, mais surtout par la France, l'ancienne puissance coloniale. Ce pays sahélien a maintenant retrouvé la paix. L'exportation de pétrole procure au gouvernement des recettes qui se chiffrent en milliards de dollars. Est-ce la promesse d'un avenir meilleur pour les 11,5 millions de Tchadiens ? De Ruedi Küng*.



À Maïkeri, les installations de prospection pétrolière (en arrière-fond) bloquent les pistes rurales qui mènent aux champs.

Maïkeri, un petit village dans le sud-ouest du Tchad. Dans la touffeur de la mi-journée, des femmes et des enfants font la sieste et boivent du thé sucré devant une maison au toit de chaume, à l'ombre de palmiers et de karités. On entend çà et là mugir une vache, grogner un cochon et bêler des chèvres. Ce tableau serait idyllique sans la présence d'une haute cheminée dont la flamme brûle du gaz naturel, d'une ligne à haute tension portée par des pylônes argentés, de réservoirs clôturés

et de bâtiments appartenant à la société pétrolière Esso.

Les habitants de Maïkeri vivent l'industrie pétrolière comme l'invasion d'une puissance étrangère. Auparavant, il n'y avait ici que des fermes, de la savane et des cultures. Des pistes menaient aux champs, où les paysans plantaient ce qu'il leur fallait pour mener une vie modeste. « C'est le passé », déplore Auguste Djinodji, le doyen du village, âgé de 95 ans. « Nous sommes pauvres. Mais autrefois,

nous avons au moins des champs à cultiver. Avec le pétrole, nous n'avons plus de terres.»

Quelques rares emplois

Près de cinquante puits ont été forés sur le territoire du village. Tous sont entourés d'un grand cercle de terre battue rouge et reliés par des voies d'accès. Ces installations et bien d'autres ont fortement réduit les surfaces cultivables; elles empêchent les villageois d'utiliser les pistes rurales et les obligent à faire de grands détours pour rejoindre les quelques lopins de terre encore exploitables. En

doyen du village constate amèrement: «Après avoir perdu nos champs, nous avons placé nos espoirs dans le pétrole. En vain.»

Argent gaspillé, promesses en l'air

Village enclavé au milieu d'installations d'extraction, Maïkeri est très lourdement affecté par l'industrie pétrolière. Mais ce n'est pas un cas isolé: entre Doba et Moundou, quantité de localités connaissent une situation identique ou analogue; cette zone, l'une des plus pauvres du Tchad, compte plus de 800 sites de forage. La présence de gise-



Photo: King (2)

Plus de soixante élèves se pressent dans la pailote qui sert de salle de classe.



outré, les habitants se plaignent d'être chicanés par les employés des sociétés de surveillance. Après des vols non élucidés sur le terrain de l'entreprise pétrolière, que l'on a imputés aux villageois, le gouverneur a décrété un couvre-feu. Depuis lors, les agents de sécurité sont devenus encore plus durs, dit Auguste Djinodji. «Ils nous interdisent de quitter Maïkeri. Même en cas de maladie grave, ils ne nous laissent pas aller jusqu'au dispensaire le plus proche, qui se trouve dans un autre village.»

Il est devenu impossible de vivre comme avant. Esso a bien versé des indemnités aux paysans dépossédés de leurs terres. Mais beaucoup d'entre eux, dépassés par une somme dont ils n'avaient pas l'habitude, ont simplement dilapidé cet argent. Il n'y a que peu d'emplois, en raison notamment du manque de formation scolaire. Plus de soixante garçons et filles se pressent dans la pailote venteuse qui sert de salle de classe, mais l'instituteur Elisé Djikoldingam ne dispose que d'un livre par branche pour tous ces élèves.

L'école a reçu d'Esso l'équivalent de 920 francs suisses d'indemnités pour le forage d'un puits dans la cour de l'ancien bâtiment. Des fonctionnaires ont détourné 195 francs. Le reste a servi à payer des salaires en souffrance, des tableaux et de la craie. Le

ments de pétrole dans la région de Doba est connue depuis les années 70. Leur exploitation exige cependant des capitaux importants. Pour limiter leurs risques, des investisseurs américains et malaisiens ont sollicité une participation de la Banque mondiale. Celle-ci a accepté, car elle voulait se profiler dans la lutte contre la pauvreté et faire du Tchad un exemple d'exploitation socialement responsable des ressources.

Le projet de pétrole tchadien a été scellé en 1999. Il prévoyait la réalisation d'un oléoduc de plus de 1000 kilomètres à travers le Cameroun jusqu'au Golfe de Guinée et des investissements totalisant 3,7 milliards de dollars. Le gouvernement, de son côté, a promis de consacrer une partie de la manne pétrolière à l'éducation, à la santé, aux infrastructures, à l'environnement, aux ressources en eau et au développement rural, en particulier dans la zone d'extraction de Doba. Il s'est aussi engagé à constituer un fonds pour les générations futures et à rendre compte publiquement de l'affectation des recettes pétrolières.

Il ne reste pas grand-chose de ces promesses. La loi correspondante a été abrogée. Certes, la volonté de développer cette région grâce à l'argent du pétrole existe toujours: on a construit un hôpital, un ly-

Le Tchad en bref

Capitale

N'Djaména
(1 million d'habitants)

Superficie

1,28 million de km²

Population

11,5 millions

Langues

Officielles: français, arabe
Environ 130 langues indigènes: sara, baguirmi, tuburi, moudang, etc.

Âge moyen

15 ans

Espérance de vie

49,6 ans

Religions

Musulmans: 60%
Chrétiens: 30%
Animistes: 10%

Scolarisation

Deux tiers de la population ne sait ni lire ni écrire (taux d'analphabétisme le plus élevé d'Afrique)

Nord-Sud

Au Nord vivent en majorité des éleveurs arabomusulmans, au Sud des petits paysans chrétiens

Économie

80% de la population active travaille dans l'agriculture, mais ne parvient pas à couvrir les besoins alimentaires du pays. De graves sécheresses provoquent régulièrement des crises d'approvisionnement.

Produits d'exportation

Coton, bétail, gomme arabique et pétrole



cée et un stade de football. Mais rien de tout cela n'est utilisé, s'indigne M^{gr} Michele Russo, évêque de Doba. La ville ne dispose pas d'une équipe de football, le lycée n'a pas trouvé d'enseignants et il n'y a ni médecins ni personnel soignant pour faire fonctionner l'hôpital. On ne saurait donc parler d'exploitation socialement responsable du pétrole. D'ailleurs, la Banque mondiale s'est elle aussi retirée du projet.

Des pétrodollars pour la troupe

Si le président tchadien Idriss Déby a rompu son engagement à l'égard de la Banque mondiale, c'est que son régime était de plus en plus menacé. Il avait besoin d'argent pour acheter des armes et la loyauté de ses troupes. Lorsque les rebelles ont pénétré dans la capitale N'Djaména en 2008, il n'a pu se maintenir au pouvoir que grâce aux soldats français de l'opération Épervier, stationnés au Tchad. Les rebelles, eux, devaient leur force de frappe au soutien du président soudanais Omar el-Bachir. En 1990, ce dernier avait aidé Idriss Déby à renverser le dictateur Hissène Habré. Mais l'éclatement de la guerre civile au Darfour les avait ensuite divisés : Déby soutenait les insurgés soudanais du Darfour et el-Bachir les rebelles tchadiens. Les deux présidents se sont réconciliés en 2010. Ils entretiennent depuis lors « d'excellentes relations », affirme Moussa Dago, secrétaire général au ministère des affaires étrangères. Le Tchad a retrouvé la paix. En 2011, Idriss Déby a vaincu l'opposition politique dans les urnes pour la quatrième fois. Il a depuis longtemps fait modifier la Constitution qui limitait à deux le nombre de mandats présidentiels. En outre, des agents sans scrupules du gouvernement et du parti veillent à étouffer les voix critiques.

Désertification menaçante

Le pétrole représente les deux tiers du budget tchadien. Esso a versé plus de 6 milliards de dollars dans les caisses de l'État depuis le début de l'extraction en 2003, selon son directeur Scott Miller. Entre-temps, d'autres gisements ont été découverts. Le président Déby en a attribué l'exploitation – sans fixer d'obligations sociales – à la compagnie pétrolière nationale chinoise CNPC. Cette dernière a construit une raffinerie à N'Djaména, mise en service en 2011, et un oléoduc qui la relie à la zone d'extraction, près de Bongor.

Le pétrole a fait passer le produit intérieur brut du Tchad de 200 à plus de 900 dollars par habitant. De coûteuses limousines et des 4x4 climatisés circulent sur les avenues asphaltées de la capitale. Le long de ces routes, de nombreux bâtiments (des ministères, des bureaux, un hôpital, des écoles, des hôtels et des logements) ont été construits ou réno-



Henri Vincent/REX/Alaf

Malgré les juteuses recettes provenant de l'extraction du pétrole, la pauvreté est toujours aussi grande.

vés ces dernières années. Pourtant, la pauvreté reste considérable. Dans le classement de l'ONU selon l'indice de développement humain, le Tchad occupe la 183^e place sur 187 pays. Le dénuement est manifeste non seulement dans les zones rurales, mais aussi à la périphérie de la capitale. Beaucoup de gens venus de la campagne vivent dans de simples maisons en briques dépourvues d'eau et d'électricité. La nuit, ces quartiers sont plongés dans l'obscurité.

Pendant ce temps, le président Déby réitère ses promesses à la population : sécurité alimentaire, accès aux soins, salubrité de l'habitat, eau potable et énergie, bonne gouvernance, transparence et unité nationale. Il promet également de soutenir l'agriculture et l'élevage, très négligés à cause du pétrole. La production de coton, par exemple, a diminué de quatre cinquièmes ces dix dernières années, indique Jean-Claude Brou, représentant de la Banque mondiale. L'agriculture et l'élevage ont besoin d'une aide durable, car le changement climatique et le processus de désertification menacent l'existence même des populations.

La sécheresse, qui sévit depuis 2010, met en évidence cette précarité. Elle a décimé le cheptel national et amputé la production céréalière de plus d'un tiers. Le chemin du Tchad vers un avenir meilleur est encore long. ■

**Ruedi Küng a été correspondant en Afrique de la radio alémanique DRS pendant douze ans. Ce spécialiste du continent noir gère aujourd'hui le site InfoAfrica.ch.*

(De l'allemand)

La deuxième vie des fûts de pétrole

Avec ses 120 000 barils de pétrole par jour en moyenne, le Tchad fait figure de petit producteur à l'échelle du continent. Le Nigeria, par exemple, en produit vingt fois plus. Cependant, l'or noir a procuré au gouvernement tchadien plus de 6 milliards de dollars (70% des recettes publiques) depuis 2003. Ces 120 000 barils (unité de mesure) rempliraient 86 000 fûts de pétrole, comme ceux que l'on voit partout dans le pays. Sur le marché aux métaux de Moursal, à N'Djaména, les piles de vieux tonneaux forment de véritables murailles. Des forgerons découpent, martèlent et soudent cette ferraille pour en tirer tous les ustensiles possibles : poêles, pots, woks, coffres, brouettes, pelles, pioches, houes, etc. Les fûts usagés servent aussi très souvent de réservoirs d'eau. Dans le désert de l'Ennedi et du Tibesti, les nomades les utilisent pour stabiliser les puits.